

CIBLE

HORACE

Annoncée depuis longtemps, y compris par elle-même, la défaite de la majorité parlementaire élue en 1981 n'implique pas nécessairement celle du Président de la République.

François Mitterrand a pour lui le droit, c'est-à-dire les pouvoirs que la Constitution lui reconnaît. La coutume institutionnelle joue également en sa faveur : malgré les ambiguïtés de notre loi fondamentale, la primauté du chef de l'Etat est un fait incontestable - et guère contesté par une opinion qui sait faire la différence entre la fonction présidentielle et la représentation nationale.

Appuyé sur le droit écrit et non-écrit, le Président dispose en outre d'un avantage stratégique. Les chefs de la droite veulent l'abattre, mais pas au même moment. Face à des Curiaces qui agissent en ordre dispersé et dans une rivalité croissante, le nouvel Horace a de bonnes chances de préserver son autorité dans les domaines essentiels.

Nous le souhaitons pour le bien de l'Etat et pour la politique de la France dans le monde.

François Mitterrand s'est révélé digne de sa charge. Le soutenir dans l'épreuve, c'est défendre la fonction présidentielle indispensable à nos institutions et à notre pays.

LE 16 MARS ET APRÈS

Défendre la fonction de président



Marc Desaubliaux

La fin du Parti royaliste

(1889-1890)

avec une préface du
duc de Castries



L'ouvrage que vient de publier Marc Desaubliaux comble une lacune dans l'histoire du royalisme. 1890 marque en effet la fin des espérances électorales et l'avènement d'une nouvelle stratégie des monarchistes. Jusqu'à ce jour personne n'avait étudié avec précision cette période charnière. C'est maintenant chose faite !

Les lecteurs de ROYALISTE découvriront cette histoire avec plaisir et intérêt car les qualités d'historien de l'auteur s'allient avec celles d'écrivain.

Un volume de 250 pages, illustré de cartes et de portraits - prix Franco 107 F

Commandes accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste - CCP 18 104 06 N Paris.

La N.A.R. et les élections

LA MONARCHIE SUITE LOGIQUE DE LA REPUBLIQUE

C'est avec intérêt que j'ai appris l'engagement de la NAR dans la campagne électorale (...) Mais l'aspect positif de cette entrée en lice dans la campagne des législatives, ne doit pas pour autant, cacher les dangers qu'elle peut présenter pour le mouvement, comme l'idée qu'il sert (...)

On ne saurait bâtir un courant monarchiste valable sur une scission de la société. Je pense que la NAR doit chercher à influencer l'idée monarchique aux Français, comme suite logique à la République, dans la perspective d'une démocratisation de la vie publique et ce hors des divisions et des luttes inhérentes aux consultations électorales.

P. de V. (Hauts-de-Seine)

A LA RECHERCHE D'UNE FORCE NOUVELLE

À mon avis la NAR n'a pas pris assez son indépendance vis-à-vis des partis politiques. De par ma profession, en ayant personnellement des contacts avec des gens de toutes conditions et étant attentif à leurs réflexions, je peux vous assurer qu'ils n'attendent plus rien des partis traditionnels (droite ou gauche). Les gens sont à la recherche d'une force nouvelle qui serait le ciment d'une nouvelle unité.

Les monarchistes se doivent d'être le creuset d'une société nouvelle à condition qu'on ne puisse les identifier à un parti quelconque dont les Français sont blasés (...)

Un mouvement monarchiste doit se situer au-dessus de tous les partis, s'il veut espérer rassembler le maximum de gens. Il faut que la NAR propose elle-même son propre programme indépendant et explique son but politique.

J.C.G. (Vendée)

NOUS SOMMES FAITS POUR NOUS ENTENDRE

Bravo et merci ! Deux mots simples mais les plus sincères. En effet, désirant me situer, connaître les différents partis politiques de France, je me suis adressé à tous. Et de loin, si je devais décerner à l'un d'entre eux la «palme» de la politesse, de l'amabilité et du «savoir-faire», c'est bien à la N.A.R. que cette palme siérait le mieux. Vous êtes les seuls à m'avoir offert un abonnement gratuitement après une documentation parfaitement établie et très explicite. J'avais pris goût à recevoir votre journal très bien fait, très actuel, à apprécier l'éditorial de M. Renouvin, toujours clair.

Je cherche un parti surtout ni de droite, ni de gauche, mais réellement et sincèrement pour l'Union de tous les Français dans l'intérêt du pays. Un parti sincère, ouvert, social et surtout, surtout, épris de justice !

Il m'est donc impossible d'écarter la NAR de mes projets car pour plus d'une raison, nous sommes faits pour nous entendre.

M.L. (Honfleur)

J'EN AI MARRE !

Je ne suis pas royaliste (le serai-je un jour ?), mais j'en ai assez de ces discours où s'additionnent des phrases aussi vides les unes que les autres, j'en ai marre de cette politique où chacun ténorise sur la forme en prenant bien soin de ne pas s'exprimer sur le fond, j'en ai ma claque de tous ces donneurs de leçons, de droite comme de gauche, et même du centre si tant est qu'il en existe, qui se croient chargés de mission, et qui n'envisagent les choses que sur le plan du rapport de force, comme s'il fallait obligatoirement que l'horizon politique se limite à un champ de bataille où doivent s'affronter des adversaires (...)

Pauvres discours, et pauvre politique, et pauvres hommes politiques (...)

Après tout, et quoique pensant et continuant de penser que la Révolution française a été, parce que novatrice d'idées généreuses, un grand moment pour la France, et parce que tout s'use, la dictature comme la démocratie, je me demande si, vu l'état actuel des choses en France, un roi ne serait pas une bonne solution !

M.R. (Val-de-Marne)

royaliste

Sommaire : p. 2 Courrier - p. 3 Les nationalisées - p. 4 Familles je vous aime - L'endettement du tiers monde - p. 5 Aden, quelle leçon ? - pp. 6-7 Pour que vive le syndicalisme - p. 8 Vérité du faux - l'in vraisemblable docteur - p. 9 Sur l'antisémitisme - p. 10 La gloire du réprouvé - p. 12 L'heure du choix.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

BILAN

Les nationalisées, quatre ans après

Si en 1985 Laurent Fabius a atteint l'objectif qu'il s'était fixé en 1982 en présentant des comptes équilibrés pour les entreprises nationalisées, celles-ci n'ont pas été, comme le souhaitait le gouvernement de l'époque, l'élément moteur capable d'entraîner dans son sillage l'ensemble de l'économie française.

Michel Beaud le rappelle dans son dernier livre (1), les nationalisations qui étaient considérées par les dirigeants socialistes, du temps où la gauche était dans l'opposition, comme «un élément central et crucial» (de son programme), «par leur nature, leur étendue et leur impact» et un moyen de favoriser «l'émergence de nouveaux rapports sociaux», sont devenues, confrontées à la réalité des choses, un outil essentiel «dans la politique de modernisation et de développement industriel et technologique».

DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

Qu'on le regrette comme il le fait en précisant que «l'objectif de modernisation s'est opéré d'une manière telle que sont tombées dans les oubliettes les préoccupations de solidarité, des transformations sociales, d'avancées démocratiques, qui sont la substance - et l'honneur - de la gauche» (1), ou qu'on s'en félicite comme nous l'avons toujours fait dans la mesure où les nationalisations de 1982 «ont permis d'éviter que des groupes trop puissants menacent l'indépendance de l'Etat et soumettent l'économie à leur seule logique» (2), les chiffres sont là aujourd'hui qui témoignent du bien-fondé des nationalisations.

Parmi les onze entreprises nationalisées au début du septennat de François Mitterrand, quatre (CGE, Saint-Gobain, Pechiney et Rhône-Poulenc) ont enregistré en 1985 des bénéfices supérieurs à ceux de 1984; deux autres (Thomson et EMC) terminent l'exercice 85 avec un bénéfice, alors qu'ils avaient avec peine en 1984, réussi à se maintenir en équilibre; Sacilor et Usinor quant à eux parviennent à réduire considérablement leurs pertes; enfin, Bull, pour la première fois depuis longtemps, réalise des bénéfices. Il faut en outre souligner que ces onze firmes ont vu leur

investissement global progresser de 15% et ainsi atteindre 24 milliards de francs.

Gardons-nous cependant de tout optimisme triomphant. On ne doit pas perdre de vue que le redressement financier de ces groupes est encore fragile et qu'il s'est effectué au détriment de l'emploi : sur les onze entreprises nationalisées en 1982, huit ont vu leurs effectifs diminuer contre une seulement qui a accru le nombre de ses salariés.

Par ailleurs, on peut regretter que ces firmes n'aient pas joué le rôle moteur que l'on attendait d'elles. N'est-ce pas Jean Le Garrec, alors secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre qui déclarait fin 81 : «il ne s'agit pas d'étendre la puissance de l'Etat par simple volonté de pouvoir ou pour sacrifier à un rituel magique, mais d'assurer la maîtrise d'une stratégie industrielle et l'orientation de l'économie». Or cette stratégie n'a jamais, par manque de volonté politique, porté ses fruits.

ET MAINTENANT ?

Faut-il alors vouer aux gémonies les nationalisations et dénationaliser à tout prix comme le propose la droite? Tout dépend de la manière dont on s'y prend et de l'objectif recherché.

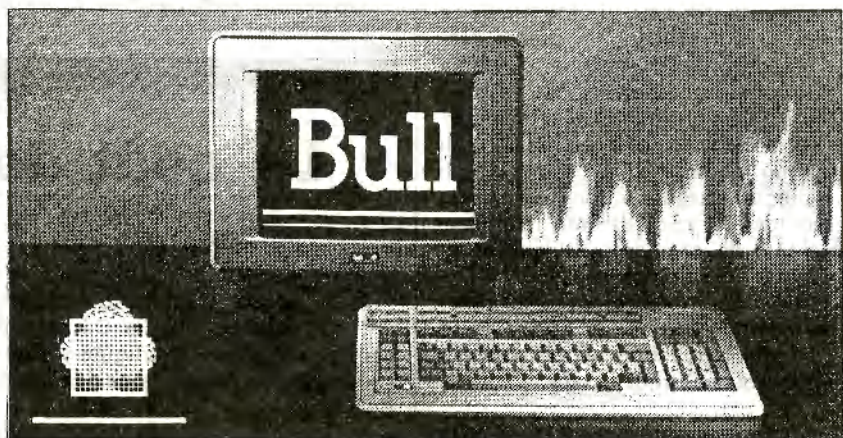
S'il s'agit d'une simple dénationalisation à l'anglaise, le risque est gros de voir des secteurs entiers de notre économie (et non des moindres) passer sous contrôle étranger. Les grands groupes allemands ou italiens sont d'ores et déjà à l'affût. La droite en a d'ailleurs pris conscience qui au fur et à mesure que l'échéance électorale avance modère son langage. Si c'est au contraire sous forme d'un actionnariat populaire susceptible de relancer l'intérêt des Français pour leur entreprise, il en va autrement.

Mais, de toute façon, il faut bien se dire qu'il y aurait peu de chances pour que d'éventuelles dénationalisations aient des conséquences positives sur la relance économique et sur l'emploi. A cet égard l'opposition s'engage dans un faux débat.

Pour conclure sur les nationalisations il faut admettre que si elles ont été nécessaires dans certains cas, elles ne sauraient être suffisantes. Il faudrait les inscrire dans une politique d'ensemble visant à dynamiser l'économie française par la définition d'une politique industrielle. Sans cette politique économique d'ensemble (3), tout espoir de voir la France jouer un rôle dans le concert des nations sera vain.

Patrice LE ROUÉ

(1) Michel Beau - La politique économique de la gauche - (tome 2 : Le grand écart), Syros.
(2) Editorial de B. Renouvin dans «Royaliste» 440.
(3) Cf. André Grjebine - L'état d'urgence - Flammarion.



Vivement les présidentielles !

«Vivement demain !» s'exclament les candidats du RPR. Mais «demain» n'est pas le jour que l'on croit.

En fait la classe politique est obsédée par l'échéance des présidentielles, comme l'ont montré les deux phénomènes majeurs de la campagne : à droite, le renforcement des divisions provoqué par la stratégie solitaire de Raymond Barre, l'homme de l'opposition en tête des sondages. A gauche, l'engagement de plus en plus marqué de François Mitterrand, qui éclipsé ainsi et Laurent Fabius et le Parti socialiste, jusqu'à l'adoption du slogan sans équivoque : «Pour une majorité de progrès, avec le Président».

Ce sont donc bien des législatives en trompe-l'œil auxquelles nous avons assisté, toutes entières tournées vers 1988. Les raisons des uns et des autres sont évidentes : le Président de la République songe à sa succession et n'attend rien de très bon du 16 mars, Raymond Barre prépare sa candidature aux présidentielles et se tient à l'écart des prochaines combinaisons parlementaires, Jacques Chirac ne voit l'éventuelle «cohabitation» que comme le moyen de neutraliser au plus vite François Mitterrand et de lui ravir la place. Sans parler des autres, de Chevènement qui se dépense beaucoup pour imaginer le contour d'une nouvelle majorité autour du Président, de Rocard qui a déjà déposé sa candidature à la magistrature suprême...

Notons qu'aux élections législatives, en 1978, l'ombre des présidentielles était à peu près absente (l'échéance était, il est vrai, moins proche) Giscard avait certes indiqué le «bon choix», mais la campagne de la droite tournait alors autour du Premier ministre et de son «programme de Blois». La gauche comme la droite envisageait la «cohabitation» sans y voir la «pagaille», sans en faire une période intermédiaire minée par les tensions et les manœuvres, campagne présidentielle avant l'heure.

Cette évolution vers une «présidentialisation» accrue de la vie politique française montre s'il le fallait que le scrutin décisif est aujourd'hui l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel.

Corinne TOLLEMER

Fantasma Familles, je vous aime

Pour les prochaines élections, droite et gauche appellent à voter pour l'hérédité. Malheureusement, là où elle n'a pas lieu d'être.

Vous avez remarqué ? Chacun des deux partis de droite a, dans sa besace électorale, un petit-fils du général de Gaulle. Il y a Jean, tête de liste RPR dans les Deux-Sèvres. Et il y a Charles, oui, Charles de Gaulle, qui est candidat UDF (et barriste s'il vous plaît) dans le Nord, où il fait un malheur face au gaulliste Chalandon. Allez dire, après cela, que la droite n'est pas la légitime propriétaire du pouvoir suprême !

Si vous habitez Paris, vous avez reçu une belle brochure du Parti socialiste qui présente, comme il se doit, les candidats de la liste. Mais qui découvre-t-on à côté de Lionel Jospin ? Sa femme, toute souriante. Nous ne savions pas qu'elle était candidate, ni que le P.S. appelait à voter pour une famille. Qu'en pense M. Poperen ?

Si vous êtes giscardien, vous vous souvenez avec émotion de «madame dignité et qualité française» mais aussi des enfants du président, considérés comme autant de princes héritiers.

Si vous êtes radical de gauche, vous avez eu la larme à l'œil en regardant «monter» Jean-Michel Baylet, digne rejeton d'une famille radicale du Sud-Ouest. Bon sang ne saurait mentir !

On pourrait multiplier sans peine les exemples, qui permettent d'établir la loi non-écrite qui suit : dans la République, la transmission des charges est de préférence héréditaire et le suffrage va, à travers la personne de son chef, à la famille tout entière. Le fait que le Parti communiste ne parvienne pas à instituer ce mode de transmission, en raison d'exils volontaires et de dissidences, explique son déclin.

Il va sans dire que ces remarques ne sont que malicieuses. Mais ces attitudes qui paraissent banales, et leur efficacité électorale, sont autant de manifestations d'un inconscient collectif, d'une nostalgie commune à la droite et à la gauche. Dès lors, qu'on ne s'indigne plus de la transmission héréditaire des titres et des charges sous l'ancienne monarchie (les ac-



On s'arrache sa progéniture

tuelles s'en passent fort bien) ni de la transmission héréditaire du pouvoir : nous ne cessons de la jouer, ou de la singer, là où elle n'a pas de raison d'être. Les dynasties partisans, les lignées de maires et de députés, sans être scandaleuses, ne sont d'aucune utilité pour l'Etat, ni pour la société, alors que le pouvoir politique ne peut trouver son indépendance et sa continuité que dans l'hérédité qui lui est aujourd'hui refusée.

Dans notre pays, les fantasmes héréditaires expriment un simple désir d'enracinement historique, d'«humanisation» du candidat, qui va d'ailleurs à l'encontre de l'objectif recherché. Mêlé à la lutte politicienne, le «grand nom» risque de détruire le symbole attaché à son patronyme ; réduits à l'état de parures, femmes et enfants de candidats deviennent de simples objets de propagande.

Conclusion, en forme de maxime : les comités Gustave et Théodule seront d'autant moins héréditaires que le pouvoir politique le sera.

Sylvie FERNOY

Macrocosme L'endettement du tiers monde

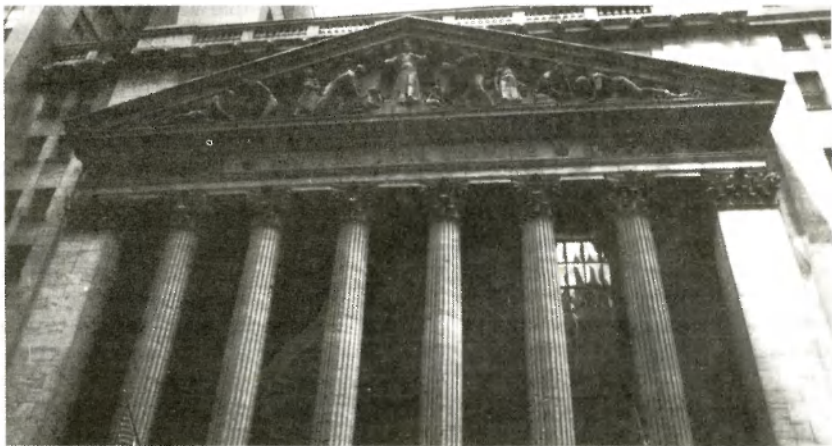
Le sommet des pays endettés d'Amérique latine, tenu à Punta-del-Este, en Uruguay, le 27 février 1986, nous a rappelé que l'endettement du tiers monde nous fait danser sur un volcan.

Acet égard, l'Amérique latine est un pôle sensible. La dette globale du Vénézuéla s'élève à 34 milliards de dollars. Encore s'agit-il là d'un pays producteur de pétrole, mais il suffit que le prix du baril baisse d'un dollar pour compromettre gravement le commerce extérieur et remettre en cause une série d'investissements. Le Pérou a, quant à lui, un arriéré de 72 millions de dollars avec le Fonds Monétaire International. Le Brésil, qui bénéficie pourtant du troisième excédent commercial mondial, détient la dette record de 104 milliards de dollars et s'apprête à appliquer «l'austérité» à laquelle l'Argentine a dû se résoudre. Mais cette dernière réduit une inflation il est vrai délirante au prix d'une grave récession. Quant au Mexique, il est le second

débiteur d'Amérique latine avec 98 milliards de dollars...

On n'en finirait pas de dépeindre ce triste tableau. Pour l'ensemble des pays du tiers monde, c'est à 1000 milliards de dollars que se monte la dette. L'énormité du chiffre, s'agissant de pays le plus souvent «insolvables», lui donne une signification plus politique qu'économique. La hausse des taux d'intérêts a contraint le tiers monde, en 1984, à payer 92 milliards de dollars, c'est-à-dire plus qu'il n'a reçu (85 milliards) au titre des crédits et rentrées de capitaux diverses. Et cette situation «ubuesque» a toute chance de perdurer dans les prochaines années.

Or, il faut savoir que les principales causes de cet état de fait échappent aux décisions des pays concernés. Qu'il s'agisse de la baisse des ma-



C'est à la Bourse de New-York que tout se joue

EN BREF

Le coût de l'Europe

Al'heure où tous les partis français sont devenus européistes il est parfois bon de rappeler que la C.E.E. n'a pas que des effets bénéfiques sur notre économie. C'est ce que démontre

une étude de la revue «Esopo» (Nos 439 et 445) : «Le solde des flux financiers annuels entre la France et la C.E.E. est devenu négatif en 1981 (...) un déficit de 172 millions est apparu en 1981, suivi d'un gros déficit

Aden Quelle leçon tirer ?

tières premières, de la hausse des taux d'intérêts ou du règne sans partage du billet vert (75% des dettes publiques du tiers monde sont libellées en dollars). Alan Garcia, président du Pérou, déclarait récemment : « Nous appartenons à cette institution (le FMI) mais nous ne pouvons pas accepter qu'elle tire les ficelles comme si nous étions des marionnettes, et qu'elle nous assujétisse à une monnaie, le dollar ».

L'ERUPTION, POUR QUAND ?

Résoudre ces problèmes n'est pas verser dans un tiersmonisme échevelé. C'est d'abord est-il naïf de le rappeler ? une élémentaire question de justice ; c'est aussi, pour les pays riches, une question d'intérêt. Ce n'est pas un hasard si David Knox, vice-président de la Banque Mondiale pour l'Amérique latine, incite les banques commerciales à reprendre leurs prêts, plutôt que de courir le risque d'un défaut de paiement définitif. C'est en effet le seul et bien fragile espoir d'un retour à la croissance des pays « en voie de développement », qui leur permettrait de payer, au moins en partie, leur dette. Faute de cela, le système bancaire international, et plus particulièrement américain, serait gravement ébranlé et pourrait provoquer des catastrophes en chaîne.

Les pays riches dansent donc sur un volcan. Quant on a ces données en main, certains débats du « microcosme » hexagonal paraissent dérisoires...

Alain SOLARI

de 6,2 milliards en 1982, de 2,4 en 1983. Pour 1984, le déficit (...) réel serait supérieur à 4,6 milliards, ce qui représente 12,5% du total des versements de la France à la Communauté.»

Après ce qui est arrivé à Ali Nasser au Sud-Yémen, on comprend mieux combien les dirigeants pro-soviétiques du tiers monde (Babrak Karmal, Dos Santo, Mengistu) sont menacés. Mais faut-il déduire de cette menace que l'édifice soviétique est ébranlé ?

Certes, d'un point de vue théorique, si l'on se place au niveau des débats sur le totalitarisme soviétique qui ont nourri la vie politique occidentale depuis quarante ans. Les choses changent. L'Afghanistan, le Yémen du Sud remettent en cause le déterminisme historique sur lequel ne s'appuyaient pas seulement les marxistes. Cependant, du point de vue diplomatique et militaire, on est encore loin d'un recul soviétique.

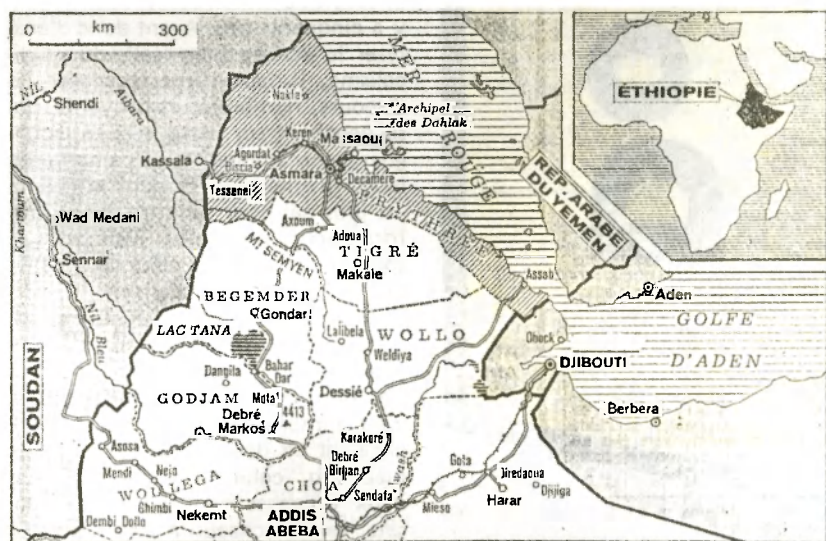
Ce qui s'est passé à Aden n'est pas sans précédent. L'Afghanistan, par exemple, compte deux partis communistes dont les membres se sont entretués. Non pas l'un « pro-chinois » et l'autre « pro-soviétique » : tous deux orthodoxes, mais l'un plutôt pachtoum (« parti du peuple » ou Khalq) et l'autre centralisé à Kaboul (« parti du drapeau » ou Parcham). En 1978, les Russes avaient installé le chef du second : Taraki. Celui-ci n'avait eu d'autre hâte que d'exiler le chef du premier, Babrak Karmal, lequel fut bientôt ramené dans les fourgons de l'armée rouge...

Même scénario, à quelques nuances près, à Luanda en 1978. Un ancien numéro deux en puissance, révoqué par Néto, tente un coup tout en ayant toujours les bonnes grâces de Moscou. Echec. On parle alors de « réaction de négritude contre un pouvoir trop métis ».

A Addis-Abeba aussi les luttes sont vives. Mais Moscou a plusieurs pions en place. Un nom à retenir : le major Asfaw. Là encore des problèmes ethniques : Amharas contre non-Amharas.

Concluons sur ces exemples : les républiques socialistes soviétiques du tiers monde ne sont pas à l'abri des révolutions de palais et des coups d'Etat dans la mesure où elles partagent les mêmes traits que leurs homologues non-communistes. Mais au fond, qu'est-ce que cela change ? Pour l'instant, en quoi Moscou est-il perdant ?

vie ou tout ému d'avoir senti le vent du boulet, il retrouvera le bercail. Mais le vainqueur pourrait être le major Asfaw ou un autre compère « camarade ». Ces pays ne desserrent pas l'emprise soviétique quel que soit le cas de figure.



Après Aden, l'Éthiopie en première ligne

MOSCOU GAGNANT A TOUS LES COUPS ?

Aden, Moscou a été surpris, n'a pas mesuré l'ampleur que prendraient les combats et voit sa politique d'ouverture dans le Golfe contrariée. Certes. Mais que le coup échoue, comme à Luanda, qu'il réussisse comme à Kaboul, qu'il soit le fait du président en place, à titre préventif, comme à Aden, ou dirigé contre lui, Moscou n'a pas à prendre parti... et rafle la mise.

En Éthiopie, Mengistu (qu'Ali Nasser est venu voir deux fois pendant les événements du Yémen, dont il a reçu des matériels militaires, auprès duquel il souhaite trouver asile), est désormais en première ligne. C'est un « nationaliste ». L'U.R.S.S. n'aurait pas apprécié l'intervention massive des Occidentaux à la faveur de la famine. Que Mengistu l'emporte dans l'épreuve de force déjà engagée, trop heureux d'être en

Dès lors, n'est-il pas superflu de faire entrer en ligne de compte le « nationalisme » dont aurait été coupable la victime de tels « réalignements » ou le fait qu'elle ait engagé une « ouverture à l'Ouest ». Comme si l'opposition dans le tiers monde était entre nationalistes et marxistes, comme si l'on n'était pas à la fois l'un et l'autre ? Comme si les Soviétiques n'étaient pas les premiers à encourager l'ouverture aux capitaux de l'aide occidentale pour financer un développement qu'ils n'ont ni les moyens ni la volonté d'assurer !

Ces pays n'ont pas le choix. Les Russes ne contrôlent pas tout, mais ils ont intégré dans leur calcul la marge inhérente d'autonomie locale. Pragmatisme, opportunisme, telle semble être leur ligne. Le statu quo leur suffit et pour le garantir, on peut compter qu'ils ont plusieurs flèches à leur carquois.

Et nous, incapables de tirer une leçon utile de ces événements ? Éternels spectateurs et spoliés ?

Yves LA MARCK

Pour que vive

«**C**rise du syndicalisme». Combien d'articles, d'émissions, de colloques reprennent-ils cette expression, devenue familière depuis quelques années ? Et pourtant, paradoxalement, le syndicalisme est bien vivant, et sans doute en meilleure santé qu'il y a cinquante ans. Avant donc d'analyser la «crise» bien réelle du syndicalisme, il faut s'interroger sur les discours, nombreux et bruyants, qui se penchent sur cette «crise», souligner leurs ambiguïtés et comprendre leurs finalités. Après quoi le champ est plus net pour débattre des «transformations» (mot plus juste, et surtout plus positif que celui de «crise») qui touchent le syndicalisme.

Politique, culture, économie, société, la crise est partout. Que le syndicalisme soit frappé à son tour n'a rien de singulier. Ce qui est singulier, c'est l'intérêt du public pour cette crise, et sa découverte d'un monde méconnu, celui des syndicats. Les deux ouvrages de François de Closets, vendus chacun à plus d'un million d'exemplaires, sont parmi les meilleures ventes de ces dix dernières années. Le sujet n'est pourtant pas nécessairement attrayant. En soi, ce succès est une bonne chose, mais ses conséquences (le flot de commentaires qui ont suivi) ne sont pas dépourvues d'ambiguïtés. De Closets ne fait que décrire, à l'américaine, l'état présent et passé du syndicalisme, et vulgarise avec talent les thèses de Julliard et Touraine notamment, pour éclairer sa description par une explication. Mais l'auteur, fidèle à sa conception journalistique, n'apporte aucune conclusion, ni aucune perspective d'avenir. Il nous dit, en substance : voilà où en sont aujourd'hui, objectivement, les syndicats, et débrouillez-vous avec ce bilan de santé. D'où les polémiques qui ne recourent pas les clivages habituels : «Le Figaro» et Pierre Rosanvallon ont aimé «Tous ensemble», Max Gallo n'a pas apprécié.

BREVE RETROSPECTIVE

La tonalité générale des débats qu'a suscités de Closets est pessimiste : on dissèque ce grand corps malade qu'est le syndicalisme et on diagnostique le



Au temps du Front Populaire : les occupations d'usine

plus souvent la mort lente. C'est là que se trouve l'intention partisane sous couvert d'objectivité ou plus simplement la fixation bête sur les épreuves du moment, sans le recul nécessaire. Prenons du champ, regardons à hauteur du siècle (le syndicalisme français n'a été officiellement reconnu qu'en 1884 !) et le tableau prend une toute autre allure : on y voit des syndicats forcés à la clandestinité au XIX^{ème} siècle, soumis à une répression implacable, ayant à défendre une classe ouvrière vivant dans la misère et la peur, des prolétaires dépourvus de citoyenneté. Que constate-t-on, un petit siècle plus tard : le syndicalisme s'est constitué en «pouvoir» (2), capable de parler d'égal à égal avec le pouvoir politique et les puissances économiques. Dans certains pays européens, les syndicats ont même conquis l'appareil d'Etat et régulent l'ensemble de la société. En France, il a fallu un siècle de luttes, souvent dans la violence et le sang versé, pour que les utopies des grands ancêtres se réalisent progressivement : droit à se syndiquer, système des conventions collectives, création des comités d'entreprise, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise jusqu'aux lois Auroux de 1982, quel chemin parcouru !

Et quels résultats obtenus, qui ont considérablement modifié notre réali-

té sociale : congés payés, réduction du temps de travail, droit à la retraite, pour ne pas parler de l'impressionnant dispositif de protection sociale mis en place depuis la Libération. Quelle ne serait pas la surprise des grands ancêtres de voir André Bergeon peser notablement sur les politiques sociales des gouvernements successifs, quel ne serait pas leur étonnement d'entendre Edmond Maire, sur le perron de l'Elysée, décider de la politique gouvernementale à suivre ! Tous les hommes politiques sans exception (à part peut-être Le Pen, et encore...) souhaitent aujourd'hui l'existence de syndicats «forts et responsables». Même le patronat, le vieil ennemi, a dû se plier bon gré mal gré à la victoire du syndicalisme. Victoire, eh oui, le mot est lâché : les idéologies politiques ont fait faillite, mais le syndicalisme, lui, a gagné et n'a déçu personne.

ARCHAÏSME PATRONAL

Pour dissiper le chœur des pleureuses et leur jubilation secrète, il faut dire et redire que le syndicalisme est vivant, qu'il est jugé indispensable à la démocratie - d'après un sondage de la C.F.D.T. - par 7 Français sur 10. Cela signifie-t-il que notre société serait entrée dans l'âge des relations so-

Le syndicalisme est en crise, à un moment où son pouvoir n'a jamais été aussi grand dans notre société. Car il n'a pas su conformer ses paroles et ses actes à son évolution interne, et doit faire face aujourd'hui aux mutations économiques et sociales.

le syndicalisme

ciales harmonieuses, que les intérêts bien compris de chacun coïncideraient sans heurt avec l'intérêt général, qu'à la limite les syndicats auraient remplis leur fonction et pourraient disparaître du champ social, uniquement occupé par des individus - patrons et salariés - à l'esprit éclairé ? C'est ce que laisse entendre un néo-libéralisme extrême, c'est évidemment la grande imposture qu'il nous faut combattre : en France plus qu'ailleurs en Europe, les relations sociales au sein de l'entreprise ont besoin d'être modernisées.

Il subsiste dans notre pays un archaïsme social qui gagne du terrain depuis que la crise économique a donné ses effets concrets. La volonté de «déréglementation» de la droite rencontre le désir du CNPF d'ignorer les syndicats pour régler les conflits du travail.

Symbolique s'il en est, le comportement de Georges Besse pour «restructurer» la régie Renault : ce patron d'une entreprise nationalisée, «vitrine sociale», sous un gouvernement de gauche de surcroît, a mené une politique de «dégraissage» sans concertation avec les syndicats. La proche actualité nous donne d'autres exemples d'archaïsme patronal : le licenciement d'André Clavaud de chez Dunlop parce qu'il avait exposé par le menu ses conditions de vie et de travail dans «L'Humanité», ou encore l'attitude du patron de la librairie Gibert-Jeune qui a donné l'impression de littéralement profiter de l'attentat pour se débarrasser de son personnel en dehors de la réglementation habituelle...

Le XIX^{ème} siècle n'a pas totalement reflué des têtes et des comportements. Il y a un concept pour expliquer cette réalité, un concept inventé par la bourgeoisie libérale et repris par Marx, un concept tellement utilisé, manipulé, interprété qu'il en a perdu toute valeur pour un débat serein, mais qui conserve à bien y regarder sa pertinence : la lutte des classes.

Le syndicalisme est né, au milieu du siècle dernier, de la lutte des classes, entre prolétariat et bourgeoisie. Aujourd'hui, les «classes» n'ont pas disparu, mais elles ne s'organisent plus de la même manière. La «lutte»

entre groupes sociaux est manifeste, comme la présence d'exploiteurs et de populations défavorisées, mais ce n'est plus le choc entre la montre en or et l'accordéon, le chapeau-claque et la casquette. La crise du syndicalisme vient de cette mutation économique et sociale à laquelle il doit s'adapter, non pas en se soumettant à une prétendue fatalité, mais en revoquant ses concepts de base et ses pratiques, pour mieux comprendre et mieux transformer un monde qui bouge. S'il faut qualifier d'un mot la formidable mutation à laquelle nous assistons, celui d'«éclatement» est le plus adéquat : éclatement des formes de travail, éclatement du statut de l'entreprise (grande firme, P.M.E., fonction publique), éclatement de la classe ouvrière traditionnelle, éclatement selon l'âge (tuciste et pré-retraité), éclatement culturel. La culture ouvrière est morte, ses mythes ne sont plus porteurs. Il y eut jusqu'à la première guerre mondiale, la culture anarcho-syndicaliste, liée aux corporations et au syndicalisme de métiers. Elle fut supplantée par la culture communiste, correspondant au syndicalisme de masses et de classes.

Le tournant des années 60 a fait périr à son tour cette culture. Où en sommes-nous aujourd'hui ? La génération qui aborde la vie active dans les années 80 produit une «culture de crise» : c'est la démerde, la recherche des petits boulots, l'éloge de la débrouillardise, flattant parfois jusqu'à l'illégalité. C'est aussi la «culture d'entreprise» inspirée du Japon : l'entreprise serait la dernière aventure humaine possible, le seul lieu où la volonté du vivre-ensemble pourrait s'exercer. On comprend la déroute momentanée des syndicats devant ce bouleversement des mentalités, et l'urgence à ce qu'ils reconsidèrent leurs traditions. La question la plus anodine en apparence, ou la plus pratique, bouscule cent ans de syndicalisme : faut-il autoriser le travail le dimanche, admettre le travail au noir, s'inquiéter de l'expansion du travail à domicile ?

L'arrivée de la gauche au pouvoir a accéléré la crise du syndicalisme, en l'obligeant à se déterminer sur les grands dossiers du moment, en soulignant ses difficultés d'adaptation :

que ce soit dans la remise en cause des «avantages acquis» à E.D.F., la cotisation des fonctionnaires au régime du chômage, la réforme de l'UNEDIC ou dernièrement le débat sur la flexibilité du temps de travail, les syndicats sont apparus hésitants, divisés entre l'arrière-garde et les pionniers.

DEPHASAGE SYNDICAL

Le déphasage entre les syndicats et une réalité changeante, tumultueuse s'inscrit dans les chiffres : le taux de syndicalisation est d'environ 15%, 2,5 millions de syndiqués sur 17 millions de salariés. Chiffre inquiétant, certes, mais il faut savoir que dans les périodes fastes (de 1968 à 1974 par exemple) le syndicalisme français n'a jamais dépassé les 25% d'adhérents. Tout est donc relatif. Plus significatif est la capacité d'action des syndicats, à travers la perte des journées de travail pour fait de grève : 109.000 journées perdues en 1984, 69.000 dans les dix premiers mois de 1985 (en moyenne mensuelle), c'est-à-dire le plus bas niveau de grèves depuis 20 ans.

Face aux évolutions économiques, sociales, culturelles, le syndicalisme doit changer ; on comprend qu'une période de transition, de prise de conscience, de recherche par tâtonnements, soit inéluctable en pareilles circonstances. La société post-industrielle, la fin de l'Etat-Providence, le déclin du fordisme sont perceptibles depuis quelques années seulement en France. On comprend cependant moins que les syndicats n'aient pas saisi le processus de transformation interne qui les a fait passer du syndicalisme de combat au syndicalisme de propositions. Les années qui ont suivi la Libération, avec les nationalisations, la création des comités d'entreprise et la participation des syndicats à la Reconstruction, ont amorcé l'institutionnalisation du mouvement syndical. Désormais, les syndicats sont vraiment reconnus comme des «partenaires» à part entière. Leur arme première n'est plus la force, mais le droit. L'occupation d'usines est avantageusement

remplacée par la négociation. Les syndicats se renforcent également sur le plan financier, en gérant les caisses des comités d'entreprise (15 à 20 milliards de francs par an). Après la seconde guerre mondiale, le syndicalisme se développe considérablement dans la Fonction publique, au point que ce secteur devient le premier quant à la pénétration syndicale. Or les syndicats ont gardé jusqu'à nos jours, malgré cette insertion dans la société, le langage qu'ils tenaient au début du siècle. Comment avoir un discours de «guerre sociale» et vivre dans le même temps des subventions de l'Etat (500.000 syndicalistes, délégués et permanents, se répartissent 15 millions d'heures rémunérées partiellement ou en totalité par leur entreprise ou leur administration) ? Comment en appeler aux «travailleurs», masse indistincte dont sont exclus par définition les chômeurs, contre les «riches», alors que la confrontation est moins verticale qu'horizontale (entre groupes sociaux les mieux organisés) ? Comment parler d'une communauté d'intérêts, lorsqu'un syndicat prétend défendre à la fois des pilotes de ligne, des retraités et des chômeurs (Force Ouvrière s'est même ouverte dernièrement aux diplomates !) ?

Le résultat de ce conservatisme du discours, des méthodes et des structures a été de consacrer, dans le domaine social, une société duale telle que la droite en rêve dans le domaine économique : d'un côté, le secteur public et la grande industrie, où les syndicats sont puissants, l'emploi et la protection sociale relativement préservés, d'un autre côté, le monde des P.M.E.-P.M.I. et les populations les plus touchées par la crise (femmes, immigrés, jeunes, salariés de cinquante ans), parmi lesquelles le syndicalisme est marginal. La perte de crédibilité provient en bonne partie de cette dualité sociale et du discours «révolutionnaire» qui tente en vain de la masquer.

Le grand défi du syndicalisme dans les années à venir sera de se détacher de toute mauvaise nostalgie, de regarder le monde tel qu'il est, de faire face courageusement à la recomposition sociale en cours, d'accorder ses paroles à ses actes. Bref, se transformer pour mieux rester fidèle à lui-même, à sa belle vocation d'origine qui reste la défense des plus faibles et l'aspiration à une société meilleure. Quand on a un passé aussi riche, un bilan aussi positif, cette ambition ne doit pas être hors de portée...

Emmanuel MOUSSET

(1) François de Closets -Toujours plus- Grasset, 1982. -Tous ensemble, pour en finir avec la syndicalité- Seuil, 1985.
(2) Gérard Adam -Le pouvoir syndical- Dunod, 1983.

Trompe l'œil Vérité du faux

La vérité échappe, et le réel vacille. Voici le temps de l'illusion, du simulacre, de l'imposture. Le faux serait-il devenu une valeur refuge ?

Ils courent sur la haute plaine des souriants vainqueurs. Bras dessus-bras dessous, chemises blanches, cravates au vent, leurs visages joyeux disent déjà le demain qui chante... Chacun connaît cette affiche électorale, et sait que tout est faux. Chirac et ses amis sont en studio, ils disent «ouistiti-sexe» et ce n'est pas le vent des alpages, mais une soufflerie, qui fait voler leurs cravates.

On aurait tort d'incriminer la seule propagande politique. Celle-ci ne fait que refléter l'air du temps, la vogue actuelle du simili, du strass, du décor, de l'illusion qui se donne comme telle. Voici donc l'ère du faux (1) symptomatique d'une période de crise, dont l'excellente revue «Autrement» dévoile les multiples aspects. Masques et maquillages, mascarades et trompe-l'œil, mensonges et fausse-monnaie sont bien sûr de tous les temps, mais jamais nous n'avions tant délaissé la chose même, jamais l'artifice n'avait exercé un tel

die le «malin génie de l'image», sa séduction perverse. Devant l'image, dit-il, nous sommes d'une naïveté totale, nous croyons qu'elle porte en elle une morale, un sens, une information. Tel n'est pas le cas. Si la peinture et le dessin faisaient rêver et donnaient à imaginer, le cinéma et la télévision détruisent la représentation et font disparaître le sens. L'image moderne est au-delà du vrai et du faux, du bien et du mal. La dette de cinéma ne fait plus rêver, elle est le rêve même. L'érotisme filmique ne suscite pas le désir sexuel, ce sont les images, se multipliant à l'infini, qui sont devenues «le seul objet de notre désir».

Devant cette image objective et transparente, obscène au sens premier (qui est sur le devant de la scène) il n'y a plus de regard mais un œil fasciné. «Pour qu'il y ait regard, dit Baudrillard, il faut qu'un objet se voile et se dévoile, qu'il disparaisse à chaque instant...» alors que l'image moderne, qui montre tout, efface la



pouvoir. A l'angoisse née de l'effondrement des valeurs et de la perte du sens, nous répondons par l'humour, le clin d'œil et le jeu des miroirs.

Le faux est sans doute plus amusant que le vrai. Plus sérieusement, on aurait tort de répudier vertueusement l'apparence, qui n'est pas sans secret. Mais il faut aussi se méfier de ses pièges. Nul ne le montre mieux que Jean Baudrillard, qui étu-

surprise, détruit le secret, empêche l'imagination. D'où le paradoxe d'une image qui nous dit à la fois l'impossibilité du réel et de l'imaginaire. L'ère du faux est aussi l'ère du vide.

Yves LANDEVENEC

(1) Revue «Autrement» numéro 76, janvier 1986.

Psychanalyse L'invraisemblable docteur

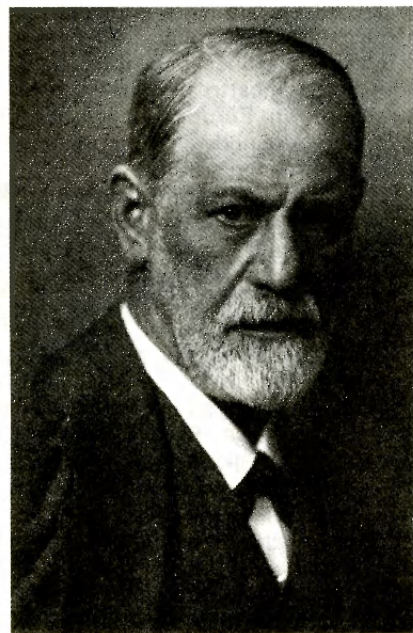
Qu'on approuve sa théorie ou qu'on la conteste, Freud fait désormais partie de notre culture. Tendre et pudique, discrètement érudite, voici une excellente introduction à l'œuvre du docteur viennois.

A la télévision et dans les journaux, en famille et dans le métro, on parle freudien en connaissance de cause ou inconsiderement, rarement pour le meilleur, souvent pour le pire. La psychanalyse est victime de son immense succès qui, par quelques mots étranges vite devenu familiers, nous donne l'illusion d'aborder aux continents secrets de notre personnalité et de celle d'autrui.

Les livres ne manquent pas, qui expliquent ce que parler freudien veut dire. Mais entre les traités des spécialistes et les modernes clefs des songes, entre Jacques Lacan et Méné Grégoire, nous avons du mal à trouver notre chemin. Grâce à cette «vie quotidienne de Freud et de ses patients» (1), voici enfin un guide clair et compétent qui, loin de nous endoctriner, sait convaincre les plus blasés, les plus récalcitrants et les plus indifférents de faire la connaissance d'une œuvre en découvrant, pas à pas, l'homme qui l'a créée.

Guide est bien le mot, puisque Lydia Flem nous convie à une promenade dans la Vienne impériale puis républicaine, en compagnie d'un médecin juif, bourgeois discret, fumeur de cigares et grand cueilleur de champignons. Voici sa maison - le cabinet de travail aux nombreuses statues (2), le célèbre divan - les cafés qu'il fréquentait, le Ring et les quais du Danube... Chemin faisant, nous croisons ses patients et ses amis qui, descendus de l'Orient-Express, montent le cœur battant la Berggasse : Lou Andréa Salomé, Marie Bonaparte, Hilda Doolittle... Ce grand travailleur est un mari attentif, un excellent père, un ami fidèle et gai.

Mais le théoricien ? Il apparaît peu à peu, dans la pratique médicale et au fil des observations quotidiennes. «L'invraisemblable docteur» est un homme pétri de plusieurs cultures, à l'image de la ville qu'il habite sans l'aimer. Nourri de mythologie



grecque et romaine, grand amateur d'archéologie, Freud connaît remarquablement la tradition chrétienne sans jamais oublier sa propre culture. Athènes, Rome et Jérusalem vivent en lui et composent une synthèse où la fidélité juive joue un rôle essentiel. Juif viennois, Freud a une position d'autant plus difficile qu'il ne veut y échapper ni par le reniement, ni par le sionisme, et la psychanalyse aurait été pour lui une manière de reformuler la question de l'identité juive, hors du nationalisme et de l'assimilation, en offrant «l'hypothèse d'une terre intérieure, l'existence d'une terre d'asile que chacun porte en soi».

Sur l'homme et sur son œuvre, Lydia Flem a écrit un beau livre d'amour et de fidélité.

B. LA RICHARDAIS

(1) Lydia Flem - La vie quotidienne de Freud et de ses patients - Hachette, 1986.

(2) Cf le passionnant livre de Marie Balmary - L'Homme aux statues - Grasset, 1979.

Sur l'antisémitisme



L'antisémitisme revient. Oh bien sûr, ni dans les livres, ni dans les journaux, ni dans les discours publics. Mais il pointe dans les conversations privées, il affleure dans les énumérations de noms propres, et *juif* est lancé comme insulte dans les chahuts organisés par l'extrême-droite. Il n'y a pas de coupable à désigner, de responsabilité à établir. Seul le hasard rassemble en liste des noms à consonance juive, et nul n'est comptable des paroles prononcées par des éléments incontrôlés.

Sans doute, le thème antisémite n'est pas «banalisé». Mais les verrous sautent, depuis quelques années. Un certain anti-sionisme y a contribué dans les années soixante, les étranges travaux du professeur Faurisson ont laissé des traces (1) et le souvenir du nazisme est en train de s'effacer, sauf dans les mémoires des témoins et des survivants. Certes, nous ne sommes heureusement pas près d'entendre un discours de persécution. Mais l'antisémitisme trouve à nouveau un terrain favorable et il faut reprendre la réflexion sur la question juive naguère menée par Jean-Paul Sartre.

RAISONS DE L'ANTISEMITISME

Distinguons, à la suite de Léon Poliakov (2), les deux moments de l'histoire de l'antisémitisme et les raisons distinctes qui alimentent ce que Sartre désignait comme une passion. «*Tant que les juifs vécurent effectivement sous un régime d'exception, ils furent considérés, en bonne doctrine théologique, comme participant pleinement de la nature humaine, la malédiction pesant sur eux n'étant qu'une expiation, du point de vue de l'anthropologie chrétienne. C'est lorsqu'ils furent émancipés, et purent se mélanger librement à la grande société bourgeoise, que la malédiction devint, aux termes d'une nouvelle anthropologie dite scientifique, une différence ou infériorité biologique, et que la caste méprisée devint une race inférieure, comme si la rouelle ou le chapeau conique de jadis était désormais gravé, «intériorisé» dans leur chair, comme si la sensibilité de l'occident ne pouvait se passer de la certitude d'une distinction qui devint, une fois effacés les signes visibles identifiant le juif, une invisible essence*».

Tel est bien le paradoxe insoutenable de la modernité. D'un côté, elle affirme l'égalité de tous les hommes, de l'autre, elle s'acharne à recréer les différences qu'elle a voulu nier dans le fantasme, la confusion et le délire. C'est le 19^{ème} siècle rationnel et scientifique qui invente en effet le racisme en prétendant établir des hiérarchies de «nature» entre les êtres et entre les peuples (inférieurs ou supérieurs) et qui prétend les fonder sur des faits biologiques. Dès lors, la ségrégation devient sans appel : point d'espoir, aucun salut possible pour ceux qui ont le malheur d'être rangés dans les catégories inférieures en raison de la couleur de leur peau, de leur hérédité biologique, de leur définition raciale. Pour qui parcourt la littérature de ce temps, le doute n'est pas permis : cette science est fautive, fondée qu'elle est sur des préjugés moraux et sur des critères esthétiques. Elle ferait rire aujourd'hui si elle n'avait provoqué la persécution raciale, et si certains ne continuaient de s'appuyer sur ses conclusions aberrantes.

Le scientisme du siècle dernier n'est pas seul en cause. Pour comprendre l'antisémitisme moderne, sa propagation dans toutes les classes et dans tous les camps politiques, et ses conséquences, il faut en revenir à l'invisible essence évoquée par Léon Poliakov. Cette invisibilité est considérée comme un scandale, pas seulement pour la raison scientifique, mais aussi par la plus ordinaire. D'où l'acharnement des antisémites à rendre les juifs visibles, grâce à des «caractéristiques» physiologiques : le «nez sémitique» dont parlaient Barrès et tant d'autres. D'où la théorie du «complot juif» que les *Protocoles des sages de Sion* tentent d'établir, et que *Mein Kampf* reprend. Dans ces textes, comme le souligne Alain Finkielkraut (3) «ce qui est en cause avant tout c'est l'invisibilité des

juifs : le pouvoir occulte qu'ils exerçaient, et la manière sournoise avec laquelle ils se glissaient dans les organismes sains des autres nations pour vivre à leurs crochets, et les affaiblir jusqu'à ce que mort s'ensuive.»

L'antisémitisme ne cesse donc de se fonder sur une double accusation, contradictoire : d'un côté le juif est différent, repérable à son visage, à ses mœurs, etc., et par là insupportable; de l'autre, il est la cause cachée du mal, l'agent secret responsable de tous les désordres. «La haine du juif», écrit Finkielkraut, vise cette trahison ontologique, cette apatridie constitutive de cette infidélité à l'essence qui l'amène à ne produire jamais qu'une identité fuyante, contestable, indéterminable impossible à figer dans une région déterminée de l'être. Ni homme, ni bête, le juif, à proprement parler, n'est rien».

L'ALTERITE

Cette contradiction ne ruine pas la thèse antisémite. Au contraire, elle lui permet de ne jamais être prise en défaut. On connaît la chanson : les juifs, définis par l'antisémite, sont partout ! Il suffit de chercher, de remonter les généalogies, pour en trouver. Bien sûr, la thèse est fautive, bien sûr on peut faire la démonstration pour n'importe quel groupe humain : les protestants, les auvergnats aussi sont partout. Mais la thèse est fautive parce qu'elle est infalsifiable; placée à l'intérieur de son système d'analyse, de son délire, l'antisémite, comme le paranoïaque, ne sera jamais confondu. D'où l'efficacité de l'antisémitisme, d'où la facilité avec laquelle les juifs sont pris comme boucs émissaires.

Est-ce à dire que le juif n'est rien ? Faut-il, pour combattre l'antisémitisme, nier la différence, effacer l'identité juive ? Mais nous venons de le voir, c'est le juif invisible que l'antisémite pourchasse. Mais ce serait, d'autre part, réaliser le programme de l'antisémitisme, qui est de détruire les juifs. Car il y a bien une question juive, mais pas au sens où l'entendait Hitler. Cette question, ce ne sont pas les juifs qui la posent, par une «nature» différente de celle des autres hommes, par des activités particulières ou par des coutumes propres, mais ce sont les juifs qui nous la posent. Il y a un fait juif, il y a une altérité juive, comme l'a montré Vladimir Jankélévitch dans un texte essentiel (4). «Partout où ils sont et d'abord dans le pays où ils vivent, les juifs incarnent ce principe d'autre chose». Nous avons essayé de définir cet «en plus» comme alibi et altérité, comme refus de se laisser circonscrire dans une définition. En ce sens les juifs sont - ou devraient être - pour les autres eux-mêmes l'ouverture sur l'altérité. Etant eux-mêmes autres qu'eux-mêmes, ils sont pour ceux qui ne sont qu'eux-mêmes - et qui peuvent si facilement s'encroûter, s'isoler dans leur quant à soi - une invitation au dépassement, ils représentent un principe fécond d'ouverture et de mouvement; ils ont pour fonction, notamment, d'éveiller partout l'intérêt pour l'étranger. Partout où il se trouve, en effet, le juif a les yeux tournés vers ailleurs, il s'intéresse à autre chose. Cet intérêt pour l'étranger lui est si naturel qu'on en arrive à reprocher au juif son cosmopolitisme, sans comprendre que c'est justement ce qui préserve tout homme contre le provincialisme de la Cité close. Ces juifs qui suscitent l'inquiétude représentent en somme l'ouverture de la Cité, «mobilisation» de l'immobile ou, mieux encore, la motion, puisque c'est là le choc qui est à l'origine du mouvement.»

L'antisémitisme est d'abord le refus de cette altérité, refus de l'ouverture de la cité. Le combattre est affaire philosophique, autant que politique.

B. LA RICHARDAIS

(1) cf. Alain Finkielkraut - *L'Avenir d'une négation* - Seuil, 1982.

(2) *Histoire de l'antisémitisme* - Poche-Pluriel.

(3) *La sagesse de l'amour* - NRF - Gallimard, 1985.

(4) Cf. V. Jankélévitch - *Sources* - Seuil, 1984.

Lorelei

La gloire du réprouvé

«**U**n de nos confrères d'Excelsior révélait naguère l'existence en Allemagne d'une organisation de terreur, non pas blanche, mais noire, blanche et rouge, aux couleurs de l'Allemagne impériale. Cette organisation n'est pas seulement redoutable par le choix des victimes et par la sûreté de ses coups mais par l'état d'esprit qu'elle atteste en Allemagne». Ainsi Jacques Bainville décrivait-il la terreur nationaliste qui régnait alors outre-Rhin (A.F. 27/08/1921).

L'organisation n'existait pas - «L'arme la plus meurtrière qui fût dans la main de la O.C., le danger le plus immense qui en résultait, c'était certainement le fait qu'elle n'avait jamais existé» (1)-, mais l'état d'esprit, c'était celui de tous ces jeunes Allemands qui refusaient l'humiliation de la défaite du traité de Versailles. Parmi eux, Ernst von Salomon dont la collection 10/18 vient de rééditer l'ouvrage essentiel, «Les Réprouvés».

Trop jeune, ce cadet de l'Empereur n'a pas connu les tranchées, mais il va se battre dans les Pays Baltes et

1918. Dans l'empire effondré. Quelques hommes se retrouvent :
— Nous sommes les derniers Allemands...

en Haute-Silésie, et participe activement à l'écrasement de la révolution socialiste allemande. Pourtant, l'ordre qu'il défend, il le méprise. Tous ces bourgeois ne sont que des pleutres indifférents à la tragédie de leur nation. Sa haine éclate dans cette scène hallucinante où on le voit transporter un camarade mourant, le long des rues chaudes de la ville : «*Tout suants et essouffés par la marche, nous percevions le son des mélodies nègres qui s'échappait des bars et des boîtes où l'on s'amuse, nous croisions des profiteurs et des grues ivres et tapageurs, nous voyions les bourgeois que nous étions chargés de protéger assis dans des cabarets chics avec des filles qu'ils enlaçaient étroitement devant des tables couvertes de bouteilles et de verres étincelants ou bien exécutant sur le miroir d'un parquet des danses sensuelles et énivrantes. Et au loin on entendait encore le bruit assourdi de quelque fusil de nos camarades*». Ernst von Salomon recherche la fraternité des combattants. Il combat



pour l'Allemagne, une Allemagne qui serait l'incarnation de la force en perpétuelle expansion. L'Allemagne qu'il a sous les yeux, ce n'est pas l'Allemagne mais le règne de la complaisance et de la honte sans fards. Inacceptable.

Après les combats ouverts, sonne l'heure de la clandestinité et du terrorisme. L'Allemagne ne renaîtra qu'après l'épreuve du sang. Le faux ordre qui s'installe doit être balayé.

Devant Ernst von Salomon et ses compagnons, un homme se dresse, terriblement attrayant, Walter Rathenau : «*Si cet homme donnait encore une fois à ce peuple une croyance, s'il lui rendait encore une fois une volonté, croyance et volonté appartenant à une époque qui est morte avec la guerre, qui est morte, trois fois morte, eh bien cela, je ne pourrais pas le supporter*». Dès lors le destin de Ernst von Salomon se joue. Il participe à l'assassinat de Rathenau, il est arrêté et condamné à 5 ans de prison. C'est là qu'il découvrira sa vocation d'écrivain.

Ernst von Salomon ne sera jamais un nazi.

«Les Réprouvés» est sans doute un des récits les plus forts de ce siècle (2).

Patrick PIERRAN

(1) Ernst von Salomon -Les Réprouvés-10/18. Prix franco : 45 F.

(2) A. Griotteray indiquant dans son dernier livre que de jeunes résistants français de 1940 puisaient dans les textes de von Salomon des raisons de se battre contre l'Allemagne est une preuve de plus de la force et de l'universalité du talent de l'écrivain allemand.

Albanais

Voyage officiel dans le temps ?

L'avant dernier livre d'Ismail Kadaré publié en France, un recueil de nouvelles intitulé «Invitation à un concert officiel» invitait parfois à se demander s'il pouvait y avoir en Albanie des écrivains qui ne le soient pas («officiels»). Avec «Qui a ramené Doruntine ?», l'ambiguïté demeure.

Préparer, comme le fait le commentaire au dos de la jaquette, le livre comme un «thriller» plein de brumes est, outre l'idiotie du terme, pêcher par omission. Certes, le fil conducteur du récit est bien imaginé : une fille, mariée en Europe centrale est ramenée à sa mère alors que tout le reste de la famille Vranaj a été victime de la guerre et de la peste. Qui a ramené Doruntine ? Celle-ci prétend qu'il s'agit de son frère Constan-

tin qui, pourtant, est mort lui aussi ! Autour de ce thème, une véritable enquête policière s'ordonne. Certes, le remarquable talent de conteur de Kadaré est toujours là ; le côté intemporel également puisque le récit n'est pas daté : on sait simplement que Constantinople n'est pas tombée.

Mais le livre est en même temps un récit politique ; au sens le meilleur et le plus profond, mais aussi le plus mauvais du terme. Pour le meilleur, la scène, très forte de l'entrevue entre

Stres et l'Archevêque où ce dernier explique au fonctionnaire du Prince pourquoi il doit, par tous les moyens, trouver un coupable et «détourner le cours de la rumeur». Cet épisode permet à Kadaré d'expliquer que «la lutte que le catholicisme et l'orthodoxie se livraient depuis des temps immémoriaux avait beaucoup affaibli la religion dans les principautés d'Albanie».

Pour le pire, le dénouement choisi par l'écrivain qui n'est manifestement qu'un prétexte pour entrer de plain pied dans la politique contemporaine. Les aspirations philosophico-politiques de Constantin ressemblent beaucoup à du communisme idéalisé. L'Albanie «prise comme dans un étau entre les deux religions de Rome et de Byzance», cela nous rappelle quelque chose...Et ne justi-

fie-t-on pas le superbe isolement marxiste-léniniste du pays quand on écrit : «Quel sera le visage de l'Albanais ?... Se défigurera-t-il pour s'adapter aux masques de l'époque... Ou gardera-t-il son visage inchangé, au risque de s'attirer la colère du temps ?» ?

Sans doute Kadaré demeure-t-il un écrivain d'un incontestable talent. Mais il est bon que le lecteur sache décrypter certains passages. Si l'auteur joue de l'ambiguïté pour faire passer ses livres à travers les filets de la censure, on peut lui pardonner cette concession. Mais s'il est sincère, c'est grand dommage pour son œuvre.

Pierre CARINI

Ismail Kadaré -Qui a ramené Doruntine- 180 pages. Prix franco : 78 F.

Les mercredis

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons dans nos locaux les sympathisants de «Royaliste» (17, rue des Petits-Champs 75001, 4ème étage). C'est l'occasion d'un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain invité par notre mouvement. La conférence commence à 20 h très précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure) et s'achève vers 22 h (entrée gratuite).

Un buffet chaud attend ceux qui veulent rester pour continuer les débats commencés et mieux faire connaissance des rédacteurs du journal (participation aux frais : 18 F).

Mercredi 12 mars. Il était une fois l'enfance d'un roi : **Petit Louis, dit XIV** nous raconte non seulement la naissance et les premières années du Roi-Soleil, mais aussi nous donne l'ambiance d'une époque. Son auteur, **Claude DUNETON**, viendra la restituer pour nous.

Mercredi 19 mars. François FURET est l'un des historiens français qui a le plus contribué à remettre en cause la vision «marxiste» de la Révolution française. Cela n'a pas été sans polémiques et débats difficiles. Pourtant F. Furet regrette la qualité des débats sur la Révolution qui agitent le 19ème siècle. L'entretien que F. Furet a accordé à «Royaliste» dans un récent numéro constitue une bonne introduction à la conférence qu'il viendra nous donner.

Mercredi 26 mars et Mercredi 2 avril. Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

La campagne à Angers

La campagne électorale que la N.A.R. a menée en Maine-et-Loire a été satisfaisante à plus d'un titre. Il s'agit maintenant d'en tirer tous les bénéfices.

Contraints, en raison du coût d'une campagne électorale, à concentrer nos efforts en ne présentant qu'une liste NAR aux législatives du 16 mars, nous avons tout lieu d'être satisfaits de la façon dont cette campagne s'est déroulée pour nous. En dépit des conditions climatiques éprouvantes, et de nos moyens matériels modestes, le programme initial des activités de propagande a été globalement respecté et la presse tant locale que nationale y a donné un très large écho. Des dizaines de milliers d'Angévins ont pu apprendre ce qu'était la NAR et ce résultat seul est déjà important. Il s'agit maintenant d'en tirer tout le profit possible

et d'attirer à la NAR d'une manière durable tous ceux qui nous ont manifesté leur intérêt pendant cette campagne. Pour cela il ne faut pas que nos amis angevins soient freinés par leurs soucis financiers et c'est pourquoi je renouvelle mon appel à la générosité de nos lecteurs. Tous les dons, quelque soit leur montant, seront les bienvenus et contribueront à ce que cette campagne électorale réussie porte tous ses fruits.

Y.AUMONT

P.S. Les dons sont à adresser directement à l'ordre de Xavier Perrodeau -NAR -BP 253 - 49002 Angers cedex

Réunions

HAUTE-VIENNE

Bertrand Renouvin sera en visite à Limoges les 21 et 22 mars :

— le 21 mars : conférence débat à 18 h 30 où B. Renouvin présentera son ouvrage «La République au Roi dormant», répondra aux questions et dédicacera son livre. Cette conférence se tiendra dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres de Limoges, rue Camille Guérin.

— le 22 mars, il animera le stand de la Nouvelle Action Royaliste à la journée du MRAP, salle des Sœurs de la Rivière.

Jacques BAINVILLE

Une émission intitulée «Une vie, une œuvre, Jacques Bainville» sera diffusée le jeudi 10 avril de 9 h 05 à 10 h 30 sur France-Culture avec la participation de B. Renouvin.

POUR LES AIDER

Contact avec **Nicolas LUCAS**, délégué régional. Tél. : 41.48.95.03.

avec **Xavier PERRODEAU**, délégué départemental. Tél. : 41.48.61.54.

Aide financière. Chèque à l'ordre de Xavier Perrodeau, à adresser à NAR - B.P. 253 - 49002 Angers Cedex.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

LYS ROUGE

LE COMTE ET LA COMTESSE DE PARIS : DES GRANDS-PARENTS - GATEAUX !



Parmi les productions de la NAR le LYS ROUGE occupe une place à part. Cette revue se veut avant tout un lieu de libre débat. Les sujets abordés sont variés, parfois pittoresques, les études sur l'histoire et l'avenir du royalisme dominant. Le Lys Rouge s'affirme ainsi comme un instrument essentiel à la compréhension du royalisme d'aujourd'hui.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom/Adresse :

☐ commande le numéro 29 du Lys Rouge (20 F)

☐ s'abonne au Lys Rouge pour un an (4 numéros : 50 F)

Règlement à l'ordre de ROYALISTE CCP 18 104 06 N Paris

L'heure du choix



Voici l'heure du choix. Déjà net dans ses résultats, celui-ci s'effectue dans la confusion des genres, dans l'ambiguïté des rôles, dans le flou des promesses. En droit, les élections législatives sont organisées en vue de l'élection de représentants de la nation. En fait, l'opposition a transformé le scrutin du 16 mars en un premier tour de l'élection présidentielle.

En droit, le président de la République, élu pour sept ans, dispose d'une légitimité propre, qui le rend indépendant d'un changement de majorité à l'Assemblée. En fait, l'opposition cherche à s'emparer de la totalité du pouvoir, soit en obligeant le Président à renoncer à ses prérogatives, soit en le poussant à la démission. Il y a là, incontestablement, un détournement de procédure électorale, une intention manifeste de violer la lettre et l'esprit de la Constitution.

DEFENDRE LES INSTITUTIONS

Nous refusons de favoriser cette stratégie, dictée par la seule volonté de puissance :

— d'abord parce que notre pays a besoin de la stabilité minimum et de la continuité, encore trop réduite, que lui assurent les institutions actuelles.

Ensuite parce que rien, dans la politique de François Mitterrand, ne justifie une attaque aussi radicale contre l'homme et contre la fonction qu'il assume. Depuis le 10 mai 1981, nous n'avons jamais hésité à exprimer nos doutes, nos réserves et nos critiques à l'égard de certains choix, notamment dans le domaine de la politique économique conjoncturelle. Mais nous avons approuvé, dans leurs grandes lignes, les réformes de structure du début du septennat, montré le bien fondé d'une politique extérieure et d'une politique de défense conformes aux intérêts de notre pays, et souligné les progrès décisifs accomplis dans l'ordre de la paix civile.

Enfin, cette œuvre présidentielle ne saurait être détruite, compromise ou paralysée par des hommes qui ne proposent aucune alternative politique cohérente. Après avoir exhumé l'utopie du «libéralisme économique», le programme de l'opposition ne propose qu'un ensemble flou de mesures contraires aux principes de justice et de solidarité, assorti de surenchères démagogiques.

DOUBLE REFUS

Parce qu'elle refuse la destruction d'institutions qu'elle souhaite voir prolonger, la Nouvelle Action Royaliste ne peut, en aucun cas, appeler à voter pour des hommes qui méditent leur destruction; parce qu'elle conteste la pertinence du programme de l'opposition, la Nouvelle Action Royaliste ne peut, en aucun cas, appeler à voter pour les partis qui s'en réclament.

Un tel refus nous conduit-il à apporter nos suffrages aux listes qui se réclament de la «majorité de progrès»? Pour qu'un tel choix fût envisageable, il aurait fallu que la composition de ces listes correspondît à leur intitulé. Tel n'est pas le cas. A quelques exceptions près - d'ailleurs mal tolérées - ces listes ont été réservées aux seuls candidats d'un Parti socialiste qui prétend, par abus de langage, incarner à lui seul la majorité présidentielle. En refusant de participer à un rassemblement de tous ceux qui soutiennent le Président, en méprisant souverainement celles et ceux qui ont voté pour lui en 1981 sans se reconnaître dans la tradition de la gauche, le Parti socialiste manifeste une fois de plus une volonté hégémonique aveugle et pernicieuse.

Parce que la politique ne peut se fonder sur le regret, et encore moins sur la rancœur, nous aurions accepté malgré tout de donner nos suffrages aux listes du Parti socialiste si celui-ci s'était montré bon défenseur de l'action présidentielle. Telle est aujourd'hui l'apparence.

Elle n'est pas conforme à la réalité. En annonçant à l'avance sa défaite, en la proclamant à grands frais sur ses premières affiches, en s'opposant publiquement au Premier ministre, en humiliant plusieurs membres de son gouvernement - contraints de courir la France à la recherche d'une place -, le Parti socialiste a sacrifié, consciemment ou non, la politique qu'il était censé défendre à ses intérêts immédiats, à sa logique propre, à ses équilibres internes. C'est son affaire. Ce ne saurait être la nôtre. Nous avons trop souvent montré notre intérêt pour les idées socialistes et marqué notre sympathie aux hommes et aux femmes qui s'en réclament pour qu'ils puissent se plaindre d'une quelconque injustice, ou d'un sectarisme à rebours. Simplement, l'attitude de la direction socialiste nous consterne, et nous n'avons plus confiance. Cela, et cela seul, explique la décision de la Nouvelle Action Royaliste, qui n'appellera pas à voter pour l'ensemble des listes socialistes.

Elle ne s'en tiendra pas cependant à ce double refus - d'une droite trop exclusivement revancharde et d'un Parti socialiste trop soucieux de ses seuls intérêts.

APPEL

Parce qu'il est impensable que nous nous désintéressions de la représentation nationale, parce que nous voulons que siègent à l'Assemblée des femmes et des hommes qui ont le sens et l'expérience de l'Etat et qui l'ont prouvé par les services qu'ils ont rendu au pays, nous voterons et appellerons à voter pour la liste conduite par l'actuel Premier ministre et pour les seules listes conduites par les membres de son gouvernement.

Le Comité Directeur de la Nouvelle Action Royaliste

A la suite d'accords locaux, nos militants sont appelés à soutenir les candidatures de Brice Lalonde dans le Rhône et d'Olivier Stirn dans la Manche.